

AVIS PUBLIC

**DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE
SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT N° 2608**

**AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE
D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE CONCERNANT LE PROJET DE RÈGLEMENT N° 2608
MODIFIANT LA RÉGLEMENTATION D'URBANISME EN VIGUEUR**

**SECOND PROJET DE RÈGLEMENT N° 2608 « RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT
DE ZONAGE N° 2222 AFIN D'ADOPTER DES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES POUR LA
ZONE R-01-216 RELATIVES À L'USAGE « TERRAIN DE GOLF » »**

AVIS PUBLIC est donné de ce qui suit :

Objet du projet et demande d'approbation référendaire

À la suite de l'assemblée de consultation publique tenue le 16 décembre 2024 à 18 h sur le premier projet de règlement n° 2608 « Règlement modifiant le Règlement de zonage n° 2222 afin d'adopter des dispositions particulières pour la zone R-01-216 relatives à l'usage « Terrain de golf » », le conseil municipal a adopté, lors de la séance ordinaire du 20 janvier 2025, le second projet de règlement qui porte le même numéro 2608.

Ce second projet de règlement n° 2608 contient des dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire.

Ce second projet de règlement n° 2608 vise à modifier le Règlement de zonage n° 2222 de la manière suivante :

Article 1

Procéder à des ajustements réglementaires afin d'incorporer de nouveaux usages à ceux déjà permis pour la zone, tels que la restauration, la vente au détail et la location de produits de consommation liés à l'usage principal « Terrain de golf », autoriser l'entretien et la réparation de machinerie utilisée sur place, vente au détail de cadeaux, de souvenirs et menus objets.

Article 2

Adopter des dispositions particulières applicables à l'usage principal de manière à :

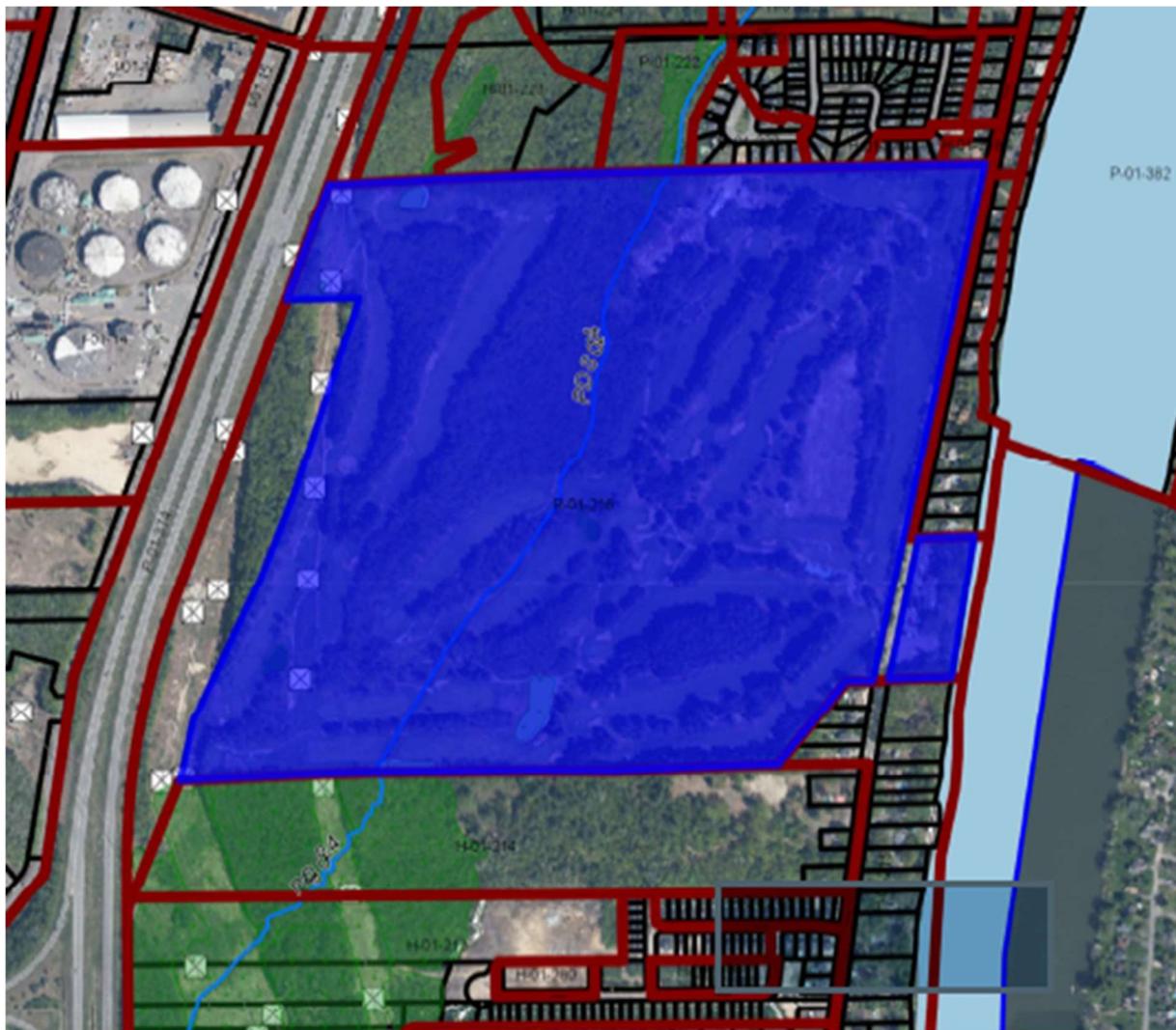
- autoriser la construction de nouveaux bâtiments pouvant accueillir des bureaux d'affaires reliés à l'administration;
- fixer à 2 le nombre de bâtiments principaux autorisé;
- établir à 450 m² la superficie minimale d'un nouveau bâtiment;
- établir le type de matériaux autorisé comme revêtement extérieur et leur proportion minimale;
- établir la superficie d'implantation pour les bâtiments accessoires détachés.

Article 3

Modifier la grille des spécifications de la zone R-01-216 de manière à ne plus assujettir cette zone au chapitre 15 relatif aux plaines inondables et au chapitre 17 relatif aux secteurs assujettis à des contraintes géotechniques, tous deux contenus au Règlement de zonage n° 2222 et assujettir cette zone à l'article 369.2.3.0.1 de ce même règlement.

Cette modification réglementaire vise la propriété constituant le Club de golf Les Dunes située au 12000, chemin Saint-Roch.

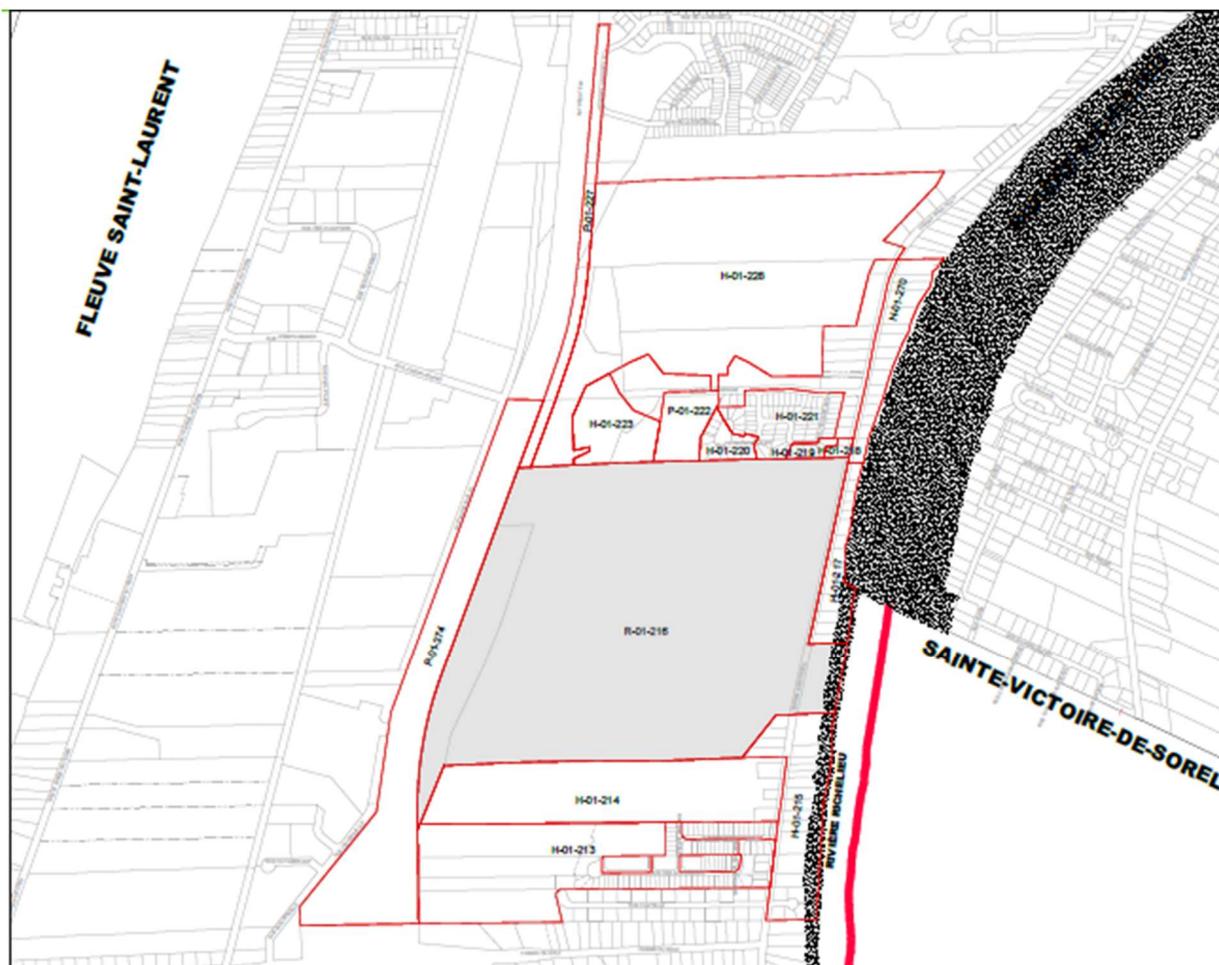
Le secteur concerné par cette modification réglementaire est délimité, sommairement et approximativement, au nord par la ligne arrière de certaines habitations adossées au Club de golf Les Dunes et situées sur la place Raymond-Huot et la rue Jacques-Riopel, au sud par un terrain vacant situé au 12505, chemin Saint-Roch, et délimité à l'est par le chemin Saint-Roch et à l'ouest par l'autoroute 30, à l'est par le chemin Saint-Roch et à l'ouest par l'autoroute 30.



Dispositions pouvant faire l'objet d'une demande de scrutin référendaire

Ce second projet de règlement contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de scrutin référendaire de la part des personnes intéressées des zones visées et des zones contiguës à celles-ci, afin que ce règlement qui les contient soit soumis à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2).

Une telle demande peut provenir des zones visées et des zones contiguës à celles-ci, soit :



Ce second projet de règlement n° 2608 contient des dispositions qui peuvent faire l'objet de demandes de scrutin référendaire de la part des personnes intéressées des zones visées par les modifications réglementaires et des zones contiguës à celles-ci, afin que ce règlement qui les contient soit soumis à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2).

De telles demandes visent à ce que le règlement ou une partie de ce règlement contenant ces dispositions soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter des zones auxquelles ce règlement s'applique et de celles des zones contiguës d'où provient une demande valide à l'égard de ces dispositions.

Conditions de validité d'une demande d'approbation référendaire

Pour être valide, toute demande d'approbation référendaire doit respecter les conditions suivantes :

- Indiquer clairement la disposition qui en est l'objet et la zone d'où elle provient;
- Être reçue au bureau du greffier à l'hôtel de ville au plus tard **le vendredi 31 janvier 2025 à 15 h 30**;
- Être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21.

Ces conditions s'appliquent tant à la zone visée qu'aux zones contiguës.

Conditions d'exercice du droit à l'enregistrement sur la liste référendaire

Toute personne doit, **le 20 janvier 2025** :

- Être domiciliée dans la zone concernée ou dans les zones contiguës et, depuis au moins 6 mois au Québec ou être, depuis au moins 12 mois, propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un lieu d'affaires, au sens de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1), situé sur le territoire visé;
- Dans le cas d'une personne physique, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle;

- S'il s'agit de copropriétaires indivis d'un immeuble ou cooccupants d'un lieu d'affaires, être désignée au moyen d'une procuration signée par la majorité de ceux-ci. Cette personne ne doit pas être habilitée à voter à un autre titre;
- Dans le cas d'une personne morale, être désignée par une résolution, être majeure et de citoyenneté canadienne.

Condition supplémentaire particulière aux propriétaires uniques d'un immeuble et aux cooccupants uniques d'un lieu d'affaires non domiciliés Veuillez noter que les personnes voulant faire enregistrer leur nom doivent présenter une carte d'identité (permis de conduire ou permis probatoire (SAAQ) délivré sur support plastique, carte d'assurance-maladie (R.A.M.Q.), passeport canadien, certificat de statut d'Indien délivré aux personnes inscrites au Registre des Indiens en vertu de la *Loi sur les indiens (L.R.C. 1985, c. I-5)*, carte d'identité des Forces canadiennes délivrée en vertu de l'ordonnance OAF 26-3 du ministère de la Défense nationale.

L'inscription à ce titre est conditionnelle à la réception par la municipalité d'un écrit signé par le propriétaire ou l'occupant demandant cette inscription.

Identification

Il est possible de formuler une demande de scrutin référendaire en utilisant le formulaire disponible à l'hôtel de ville ou en cliquant sur le lien suivant.

[Visualiser le formulaire](#)

(Cliquer sur ce lien hypertexte ou aller directement à la fin de l'avis public.)

Absence de demande

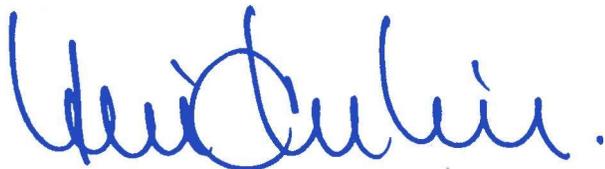
La disposition du projet de règlement qui n'aura fait l'objet d'aucune demande valide pourra être incluse dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

Consultation du projet

Ce second projet de règlement n° 2608 peut être consulté au bureau du greffier à l'hôtel de ville durant les heures d'ouverture et sur le site Internet de la Ville au www.ville.sorel-tracy.qc.ca.

FAIT À SOREL-TRACY, ce 22^e jour de janvier 2025.

Le greffier,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'René Chevalier', with a stylized flourish at the end.

René Chevalier

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SCRUTIN RÉFÉRENDAIRE

Second projet de règlement n° 2608 « Règlement modifiant le Règlement de zonage n° 2222 afin d'adopter des dispositions particulières pour la zone R-01-216 relatives à l'usage « Terrain de golf » »

Je, soussigné, déclare que je suis une personne habile à voter ayant le droit d'être inscrite sur la liste référendaire d'un secteur concerné par le règlement ci-dessus mentionné et demande la tenue d'un scrutin référendaire sur ce règlement, conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (R.L.R.Q., c. E 2.2).

Prénom et nom (lettres moulées)

Adresse donnant le droit à l'inscription sur la liste référendaire (lettres moulées) :

Qualité de personne habile à voter

- domicilié
- propriétaire d'un immeuble
- occupant d'un établissement d'entreprise
- copropriétaire d'un immeuble
- cooccupant d'un établissement d'entreprise

Signature

Coordonnées (facultatif)¹

Numéro de téléphone : _____

Courriel : _____

¹ Ces coordonnées seront utilisées seulement pour communiquer avec vous si des précisions sont requises pour le traitement de votre demande.

Déclaration de la personne ayant porté assistance à la personne habile à voter incapable de signer elle-même sa demande de scrutin référendaire (à remplir, le cas échéant)

Je déclare avoir porté assistance à la personne habile à voter dont le nom et l'adresse figurent ci-dessus et que je suis :

- son conjoint ou un parent;
- une personne autre que son conjoint ou un parent et que je n'ai pas porté assistance à une autre personne habile à voter qui n'est pas mon conjoint ou un parent au cours de la présente procédure de demande de scrutin référendaire.

Prénom et nom (lettres moulées)

Signature

RENSEIGNEMENTS UTILES CONCERNANT LES DEMANDES DE SCRUTIN RÉFÉRENDAIRE

Conditions à remplir pour être une personne habile à voter ayant le droit d'être inscrite sur la liste référendaire

À la date d'adoption du règlement, le 3 février 2025, la personne doit :

- être une personne physique domiciliée sur le territoire de la municipalité ou du secteur concerné et, depuis au moins six mois, au Québec;
- être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle;
- ne pas avoir été déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse.

OU

- être une personne physique² ou morale³ qui, depuis au moins 12 mois, est :
 - propriétaire unique d'un immeuble situé sur le territoire de la municipalité ou du secteur concerné;
 - occupante unique d'un établissement d'entreprise situé sur le territoire de la municipalité ou du secteur concerné;
 - copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupante d'un établissement d'entreprise situé sur le territoire de la municipalité ou du secteur concerné.

Outre son inscription à la suite de toute désignation comme représentant d'une personne morale, la personne qui est habile à voter à plusieurs titres ne peut formuler une demande qu'à un seul titre, selon l'ordre de priorité suivant :

- à titre de personne domiciliée;
- à titre de propriétaire unique d'un immeuble;
- à titre d'occupant unique d'un établissement d'entreprise;
- à titre de copropriétaire indivis d'un immeuble;
- à titre de cooccupant d'un établissement d'entreprise.

² Cette personne doit être majeure, de citoyenneté canadienne, ne pas être en curatelle et ne pas avoir été déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse.

³ La personne morale exerce ses droits par l'entremise d'un de ses membres, administrateurs ou employés qu'elle désigne par résolution. La personne désignée doit, à la date d'adoption du règlement, de la résolution ou de l'ordonnance faisant l'objet de la demande, être majeure et de citoyenneté canadienne et ne doit pas être en curatelle ni avoir été déclarée coupable d'une infraction constituant une manœuvre électorale frauduleuse.

Précisions concernant l'adresse devant figurer sur une demande de scrutin référendaire

L'adresse devant être inscrite sur une demande de scrutin référendaire est, selon la qualité donnant à la personne habile à voter le droit d'être inscrite sur la liste référendaire de la municipalité :

- l'adresse de domicile, dans le cas d'une personne habile à voter domiciliée sur le territoire de la municipalité;
- l'adresse de l'immeuble, dans le cas d'une personne habile à voter qui est propriétaire unique ou copropriétaire indivis d'un immeuble situé sur le territoire de la municipalité;
- l'adresse de l'établissement d'entreprise, dans le cas d'une personne habile à voter qui est occupante unique ou cooccupante d'un établissement d'entreprise situé sur le territoire de la municipalité.

Documents devant accompagner une demande de scrutin référendaire

i) Document d'identification

La demande de scrutin référendaire doit être accompagnée d'une copie (photo, photocopie) de l'un des documents suivants :

- carte d'assurance maladie délivrée par la Régie de l'assurance maladie du Québec;
- permis de conduire ou permis probatoire délivré par la Société de l'assurance automobile du Québec;
- passeport canadien;
- certificat de statut d'Indien;
- carte d'identité des Forces canadiennes.

ii) Procuration ou résolution

Pour avoir le droit de formuler une demande de scrutin référendaire, tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprise doit être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou occupants depuis au moins 12 mois, comme celui qui a le droit de signer la demande de référendum en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. À défaut d'avoir été transmise préalablement à la municipalité, cette procuration doit être transmise avec la demande de scrutin référendaire.

Pour avoir le droit de formuler une demande de scrutin référendaire, une personne morale doit avoir désigné par résolution, parmi ses membres, administrateurs ou employés, une personne qui exercera ce droit. À défaut d'avoir été transmise préalablement à la municipalité, cette résolution doit être transmise avec la demande de scrutin référendaire.

Transmission des demandes de scrutin référendaire

Toute demande de scrutin référendaire peut être transmise au bureau du greffier de l'hôtel de ville :

- par la poste, à l'adresse suivante :
Bureau du greffier
Hôtel de ville de Sorel-Tracy
Sorel-Tracy, C.P. 368
J3P 7K1

par courriel, à l'adresse suivante : greffe@ville.sorel-tracy.qc.ca